

Grèce : Syriza, le congrès de la social-démocratisation

samedi 22 octobre 2016, par [NTAVANELLOS \(DAVANELLOS\) Antonis](#) (Date de rédaction antérieure : 12 octobre 2016).

Sommaire

- [L'époque des engagements](#)
- [L'époque des déceptions](#)
- [Perspectives ?](#)

Cet article a été écrit un jour avant la tenue du deuxième Congrès de SYRIZA qui s'est déroulé du 13 au 16 octobre.

Officiellement, 3000 délégués étaient présents. Alexis Tsipras a obtenu 93,54% des suffrages. Il n'y avait pas d'autre candidat à la présidence du parti. 210 délégués ont pris le risque de voter contre lui. Lors du premier Congrès, Tsipras avait réuni 74,08% des suffrages. Si des voix d'opposition à la politique droitrière se sont fait entendre, aucune rupture ne s'est manifestée.

Comme à la période du PASOK, le « pouvoir a ses douceurs » et le clientélisme assure des emplois, pour l'heure. (Réd. A l'Encontre)

Le deuxième congrès de SYRIZA a lieu du 13 au 16 octobre 2016 [1].

Normalement, ce congrès devrait être au centre de l'intérêt de ses membres, de la société grecque et, y compris, de la gauche internationale. SYRIZA est au gouvernement d'un pays saccagé par la crise et les créanciers. Il a obtenu cette position gouvernementale en janvier 2015, dans la foulée d'une vague de luttes sociales et d'espoir, qui a pu encore être constatée dans son ampleur à l'occasion du référendum du 5 juillet 2015, avec 61,31% de non à l'application des politiques mémorandaires.

Pourtant, cet intérêt ne s'est pas concrétisé. Au contraire. Les assemblées préparatoires des organisations de base de SYRIZA étaient marquées par une très faible participation et par une sorte d'impasse. Dans la société grecque, personne ne s'intéresse à ce pseudo-débat.

Et la gauche internationale a déjà enregistré une sorte de conclusion : une déception énorme. Par exemple, dans l'Etat espagnol, seul Mariano Rajoy, du Parti populaire, parle de la tragique expérience grecque, tandis que Pablo Iglesias a « retiré » les mots « SYRIZA » et « Tsipras » du vocabulaire des cadres de Podemos...

La raison en est simple : entre le premier et le deuxième congrès de SYRIZA a été mis en prise une décision politique monstrueuse : la signature du troisième mémorandum. Une décision qui jette une lumière crue sur les conflits passés, sur les arguments, les excuses et les orientations stratégiques des diverses composantes de cette coalition qu'était SYRIZA.

Ce parti est passé de 3,3% de suffrages lors des élections législatives de 2004, à 5,03 en 2007, à

4,6% en 2009 et à 36,3% en janvier 2015, ce qui l'a conduit au pouvoir, avec un gouvernement de coalition SYRIZA-Grecs indépendants. Il a obtenu ce succès en s'appuyant sur les attentes et les espoirs de la population [en septembre 2015, il réunit encore 36,5% des voix, pour le deuxième gouvernement Tsipras]. Or, aujourd'hui, il réussit de rester au pouvoir en s'appuyant principalement sur le désespoir, sur un sentiment « d'impuissance » face à la réalité, et donc sur les formes diverses de survie individuelle et de résignation suite au « scénario héroïque » de la résistance collective.

Donc, il n'y a rien de commun entre le premier (juillet 2013) et le deuxième congrès de SYRIZA.

L'époque des engagements

A la première conférence de SYRIZA, bien que le fort essor des luttes de 2010-2012 soit déjà sur le déclin, le vague d'espoir se concentra sur la perspective politico-électorale. Autrement dit, la possibilité de renverser le gouvernement Antonis Samaras-Evangelos Venizélos [Nouvelle Démocratie-PASOK] et disposer d'un gouvernement de la gauche s'est renforcée. Nous avons conscience que ce « slogan » portait en lui le danger d'un piège à la construction duquel nous pourrions participer. Toutefois, dans la conjoncture politique particulière, cette perspective gouvernementale nous semblait la seule possible.

La première conférence de SYRIZA, dans ses débats, intégrait, de la part de certaines de ses composantes, une préparation au danger qui se profilait, entre autres en posant la question : quels sont le contenu et le sens d'un gouvernement de gauche dans la conjoncture présente. Si on compare avec la situation actuelle de gouvernements de centre gauche, en Grèce et dans le monde, la première conférence pourrait apparaître comme une vraie oasis de radicalisme. Mais la vérité est un peu différente.

Lors de la première conférence, la politique de SYRIZA était contenue dans un grand cadre idéologique, qui était partie prenante de son « programme ».

Il s'agissait d'une tentative d'opérer une synthèse entre la stratégie d'un eurocommunisme propre à la Grèce (une stratégie de réformes structurelles avec des « ruptures ») et une stratégie plus proche de la « III^e Internationale » qui faisait référence à un programme et une politique dits de transition. De plus, l'accent était mis sur la nécessité de rompre avec les « expériences » actuelles des gouvernements de centre gauche en Europe. Et la « gauche radicale » - qualificatif accepté alors - était conçue en tant que développant une orientation antagoniste à celle de la social-démocratie européenne.

Les tentatives de Tsipras et du cercle qui l'entourait de « fragmenter » ce cadre (lutter d'abord contre « la crise humanitaire », faire un gouvernement de « salut national » en lieu et place d'un gouvernement de la gauche, etc.) constituaient les premiers signes de ce qui allait suivre.

Le premier congrès avait défini la politique d'alliances de SYRIZA. Même Alexis Tsipras affirmait que ces alliances devraient inclure des forces de la gauche de la gauche jusqu'à la gauche de la social-démocratie.

Pourtant, déjà lors de la première conférence, des cadres importants de la direction déclaraient qu'une entreprise de « salut national » devrait s'appuyer sur « des forces plus larges ». Exception était faite seulement concernant Aube dorée et la « droite de Samaras ». Les ouvertures aux groupes issus du PASOK de Konstantinos Simitis [premier ministre de 1996 à 2004] et du PASOK « profond », ainsi que les avances en direction de la droite « karamanliste » [Kostas Karamanlis, de la Nouvelle Démocratie, premier ministre de 2004 à 2009] et des Grecs indépendants-ANEL, étaient déjà prêtes à commencer (pour autant qu'elles n'aient pas déjà commencé en coulisses...).

La partie la plus importante des décisions concernait les engagements spécifiques de SYRIZA à

l'égard des travailleurs et travailleuses, et des forces populaires. SYRIZA avait fait la promesse de mettre fin immédiatement à l'austérité :

- hausse du salaire minimum,
- garantie du versement de la 13^e allocation de retraite[2],
- abolition de l'ENFIA[3],
- réduction du TVA sur les biens de consommation de base,
- hausse des dépenses sociales,
- recrutement en masse pour couvrir les besoins des secteurs de la santé et de l'éducation, etc.

Et il était explicite que ce ne serait que le début.

- SYRIZA avait aussi fait le serment de résister aux privatisations.
- Il avait promis de re-nationaliser des entreprises et des organismes publics. Or, aujourd'hui, c'est l'heure des privatisations.
- Le programme parlait aussi de nationalisation des banques (« sous contrôle public, démocratique et ouvrier... »), de résiliation des mémorandums et d'annulation de la plus grande partie de la dette...

Mais comment réaliser tout cela ?

- Une tendance des participants au congrès était de l'avis qu'il était nécessaire d'entrer en conflit avec le système à l'échelle nationale (Plan A), avec des prolongements extérieurs.
- Pourtant, une autre fraction - y compris les cadres responsables de l'économie - chantait déjà autrement : d'abord nous allons essayer de sortir de la crise, d'abord nous allons relancer la « croissance », et puis nous allons faire la « répartition ». C'est une stratégie classique de la social-démocratie : promettre d'augmenter la part de chacun grâce à l'agrandissement du « gâteau national ». Cette tendance était présente et forte au sein de SYRIZA, lors de la présentation du programme, en 2012, à Athinaï[4], lors du premier congrès du parti et lors du discours de Tsipras à l'occasion de la Foire internationale de Thessalonique[5].

Comme nous le savons, encore mieux aujourd'hui, une question clé pendant le premier congrès concernait la relation avec les créanciers et l'Union européenne.

L'aile gauche de SYRIZA - soit la Plateforme de gauche (réunissant le Courant de gauche de Lafazanis et le Réseau rouge), déjà constituée - a fait la mise en garde suivante : le Plan A (contre l'austérité) ne pourrait jamais atteindre ses buts si on suivait la stratégie de la « négociation » avec les créanciers (avec l'illusion que « Merkel allait signer en plein jour »[6]). La proposition d'élaborer un Plan ? - c'est-à-dire effectuer les préparations nécessaires pour un conflit avec la zone euro et pour l'éventualité d'une sortie de l'euro - était un point central de l'affrontement lors du congrès.

Les réponses aux arguments de la Plateforme de gauche étaient de deux sortes.

- Tout d'abord, « une majorité n'était pas prête à opérer des ruptures de cette ampleur ». La réponse à cet argument a été donnée de façon éclatante lors du référendum du 5 juillet 2015...).
 - Ensuite, l'argumentaire relevait d'une idéologie eurocommunisme qui considérait que se préparer à un conflit inévitable avec la zone euro était contraire... à l'internationalisme de la gauche.
- L'identification de l'Europe avec l'Union européenne, l'identification des peuples et des institutions, la confusion entre le cosmopolitisme capitaliste et l'internationalisme, tout cela constitua un « péché » que SYRIZA allait payer très cher.

L'intensité de ce conflit au sein de SYRIZA était grande. Une partie de la gauche radicale qui ne faisait pas partie de SYRIZA l'a sous-estimé de façon révélatrice.

La Plateforme de gauche, pour sa part, n'a pas voté les décisions de la conférence et, lors de l'été 2015, elle a démontré l'honnêteté de ses intentions : à l'heure de la capitulation inadmissible [la signature par Tsipras des accords avec l'Eurogroupe le 13 juillet 2015] elle a pris massivement la responsabilité de la rupture avec la direction et le parti SYRIZA.

Un autre sujet crucial du premier congrès concernait le caractère du parti.

Le groupe dirigeant autour d'Alexis Tsipras a utilisé la rhétorique d'un « parti composé de chacun de ses membres », afin de gommer l'existence de courants et tendances [donc d'élections des instances dirigeantes sur des listes séparées], laissant le champ libre aux cercles dirigeants autour de Tsipras. Il en aurait découlé l'impossibilité de contrôler les actions et les changements d'orientation de la direction. Dans ce but a été évoquée la « démocratie directe », supposée être un modèle alternatif, illustré dans le mouvement des « Indignés » Espagne, ce qui pourrait remplacer le centralisme démocratique « vieilli ». Malgré l'échec formel de cette proposition organisationnelle, se sont imposés dans les faits les idées et les tactiques inspirés du « populisme de gauche » latino-américain [théorisés par Ernesto Laclau], mettant en relief la connexion entre chef charismatique et « construction du peuple ». Cela a facilité la construction d'un mécanisme organisationnel autonomisé au service du chef Alexis Tsipras. A tel point que même Andréas Papandréou [premier ministre, PASOK, de 1981 à 1989 et de 1993 à 1996] aurait pu l'envier. En dépit de la pratique qui s'affirmait, cette rhétorique a permis d'intégrer dans la « majorité présidentielle » une partie significative de la gauche de SYRIZA, y compris issue de courants maoïstes (KOE), et cela pour une période importante à la suite du premier congrès.

L'époque des déceptions

Jusqu'en septembre 2015, la direction Tsipras avait eu le temps d'oublier toutes ses promesses et de gommer les caractéristiques politiques qui avaient donné au parti sa dynamique.

Elle a refusé d'entrer en conflit avec le système sur le plan national. Elle a supprimé le Plan ? et elle est entrée dans la « négociation » avec la troïka jusqu'à l'étape ultime, en utilisant tous les réserves de « liquidité interne » pour payer les intérêts de la dette.

En même temps, elle a permis aux entreprises des sorties massives de capitaux, sans précédent. Puis, totalement désarmée, elle a signé tout ce que voulaient Wolfgang Schäuble et consorts.

Le troisième mémorandum claqua comme un événement bouleversant, signé par un parti qui parlait au nom de la gauche.

Les élections de 20 septembre 2015, avec l'aide des créanciers et d'institutions nationales, ont imposé un changement effectif du contexte politique : au niveau du gouvernement, la majorité restait celle de SYRIZA-ANEL – pro-mémorandums, comme dans la phase précédente –, mais l'opposition parlementaire aux mémorandums, au néolibéralisme et à l'austérité se limitait à la représentation du KKE[7].

En un an, SYRIZA s'est transformé en un parti différent, et cela va se confirmer lors de son deuxième congrès.

L'illusion qu'une sorte de « programme parallèle » – c'est-à-dire de dites compensations aux mesures d'austérité – a pu dans un premier temps leur permettre de maintenir une relation avec des secteurs populaires. Mais cela relève aujourd'hui du passé. SYRIZA assume, depuis un certain temps, la « propriété » du troisième mémorandum et reconnaît comme réelles les « limitations » imposées par les prêteurs. La seule perspective qui lui reste réside dans l'espoir d'une « sortie de la récession et d'un début de relance de l'économie grecque ».

Comment ce parti et ce gouvernement pourraient-ils agir pour concrétiser une telle perspective ? Les propositions du comité central en vue du deuxième congrès y répondent : au moyen de la loi sur la croissance économique, avec les Fonds structurels européens alloués pour la période 2014-16, et avec la lutte contre la corruption ! Il s'agit là d'une réponse typique de la social-démocratie propre à sa dégénérescence social-libérale. Parce que, en même temps, la réduction des retraites, la hausse

des impôts, les ventes aux enchères [depuis les maisons jusqu'aux biens publics privatisés], la mise en question du droit de travail aboutissent à accumuler une colère au sein du monde du travail, mais simultanément mettent fin à tout espoir (ou illusion...) d'un plan « de sortie » s'appuyant sur les masses populaires.

Dans ce contexte, la participation d'Alexis Tsipras aux sommets de la social-démocratie européenne n'est pas d'importance secondaire. Il se peut que le seul véritable enjeu du deuxième congrès de SYRIZA soit de donner un « feu vert » à la direction du parti pour avancer dans sa participation définitive dans la famille européenne sociale-démocrate. Bien sûr, ces décisions ne seront pas annoncées. Elles seront préparées et présentées en tant que « mouvement tactique nécessaire », « exploitation des divergences dans cette famille », etc. Il faut noter que ceux qui ne croient pas que leurs aspirations politiques puissent être satisfaites au sein de la famille politique des Hollandreou [contraction de Hollande et de Papandréou] et al ont des responsabilités qui surpassent les déclarations rhétoriques. Ils doivent prendre des initiatives audacieuses de rupture, même maintenant...

Le troisième mémorandum a mis fin aux différences entre la politique sociale et économique réelle de SYRIZA et celle des autres forces mémorandaires. Y compris l'expérience politique récente démontre que la mutation mémorandaire met fin à la possibilité de faire des réformes démocratiques sans un coût économique.

Le conflit récent avec l'Eglise [sur les impôts et le contenu de l'instruction] s'est terminé par une retraite désorganisée de SYRIZA. Il démontre que lorsque l'on ne tente pas d'engager un changement plus ample, on termine y compris par être incapable de modifier le contenu de l'enseignement dans le domaine des cours de religion [les Grecs indépendants ont menacé de rompre la coalition si l'Eglise orthodoxe n'était pas satisfaite].

Sur la question des réfugié·e·s, SYRIZA a de l'expérience et dispose des outils d'intervention. Pourtant, ses membres sont aujourd'hui appelés à soutenir l'accord entre l'UE, la Grèce et la Turquie, un accord raciste, responsable des incroyables souffrances des réfugié·e·es aux frontières et à l'intérieur du pays. Or, la Grèce « accueille » plus de 21 millions de touristes chaque année. Et le pouvoir, dit de « gauche radicale », soutient qu'il est difficile d'accueillir de façon humaine quelque 60 000 réfugié·e·s.

Il est possible que l'évolution la plus dangereuse de SYRIZA concerne un sujet qui se trouve au cœur des positions politiques de la gauche de l'après-Junte [1967-1974] : le sujet de l'OTAN, celui de l'alliance euro-atlantique qui a installé une armada en mer Egée et discute (avec le « gouvernement de la gauche » !) le transfert de la base militaire d'Incirlik [Turquie] dans... l'île grecque de Karpathos !

Mais les initiatives belliqueuses et nationalistes – de ceux même qui avaient qualifié de « nationalistes » les propositions d'entrer en conflit avec l'UE – ne concernent pas seulement l'OTAN. Alexis Tsipras est « fier » de visiter l'Etat d'Israël et le dictateur égyptien (Sissi) et exprime des stupidités que même un Pangalos[8] n'aurait pas le culot d'émettre. Il est impressionnant que quelques jours avant l'ouverture du deuxième congrès, aucune résolution du groupe dit des « 53 »[9] n'ait été déposée sur de tels sujets...

Il est donc clair que le deuxième congrès ne sera qu'une fiesta de ratification de la direction de Tsipras et de sa politique.

Perspectives ?

Un an après le triomphe de Tsipras aux élections de septembre 2015 il apparaît – selon les sondages et pratiquement – que son soleil se couche et que les cercles de direction et le parti qui les suit sont déjà engagés sur la voie d'un effondrement dans l'infamie.

Leur seul espoir réside dans une comparaison conflictuelle avec la possible politique de Kyriakos Mitsotakis[10], le nouveau leader de la Nouvelle Démocratie. Mais il s'agit d'un fusil sans cartouche. Il est désormais clair que la politique du gouvernement ouvre la voie à Mitsotakis. Les mesures du troisième mémorandum, si elles ne sont pas écartées par la gauche, préparent les conditions pour une attaque encore plus décidée de la droite néolibérale radicale.

Si « le monde de la gauche » laisse Tsipras mener à bien son travail mémorandaire, alors la seule perspective du Tsipras sera de livrer le pouvoir à Mitsotakis et de tenter de « négocier » son futur, ouvertement, dans une configuration gouvernementale officiellement de centre gauche.

Cette perspective serrait un cauchemar politique. Toutefois, elle n'est pas inévitable. Beaucoup va dépendre des initiatives du monde de la gauche radicale au niveau du mouvement social et de son expression politique. Des initiatives pourraient susciter à nouveau de l'espoir, en revalorisant, de manière créative, l'expérience de la période d'essor de SYRIZA. Des initiatives qui devraient être prises maintenant, car les événements se précipitent et les échos d'un passé proche restent. La responsabilité de prendre ces initiatives est plus grande pour nous que lorsque nous étions dans SYRIZA, et parce que nous avons fait la rupture durant le terrible été de 2015, que nous faisons partie de l'Unité Populaire et pas seulement...

[1] Le congrès a terminé ses travaux, le dimanche 16 octobre au matin. Face à une motion qui n'avait pas l'assentiment de Tsipras, ce dernier a demandé un nouveau vote pour que sa proposition soit ratifiée. Elle lui permet de contrôler absolument le comité central. [ndt]

[2] Ces sont les primes des vacances. [ndt]

[3] L'ENFIA est un impôt sur la propriété qui est calculé de façon totalement irrationnelle et injuste. Par exemple, l'impôt sur les bâtiments anciens est plus élevé que sur les bâtiments nouveaux ; les hypothèques et les emprunts ne sont pas pris en compte dans le calcul, etc. [ndt]

[4] Il s'agit de la présentation du programme de 2012. [ndt]

[5] Il s'agit du programme de Thessalonique, présenté en septembre 2014 à la Foire internationale de Thessalonique. Yannis Milios, qui était à l'époque responsable de la commission économique de SYRIZA, a récemment déclaré que « ce programme est parvenu tout fait et personne ne sait qui l'a écrit ». [ndt]

[6] Déclaration d'Alexis Tsipras le 27 avril 2015. [ndt]

[7] KKE est le parti communiste grec, sectaire et ouvertement stalinien. [ndt]

[8] Theodoros Pangalos est membre du PASOK. Il fut ministre des Affaires étrangères entre 1996 et 1999, vice-président du gouvernement de Georges Papandréou, président du Conseil de l'Union européenne, vice-premier ministre dans le gouvernement d'Union nationale conduit par Loukás

Papadimos. Le 26 mars 2012, il a annoncé qu'il mettait fin à sa carrière politique. Il reste dans la mémoire du peuple grec pour les innombrables « sottises » émises à chaque instant : qualifier les travailleurs au secteur public des « chiens bâtards » ou envoyer les journalistes « se faire foutre, car c'est trop tôt le matin ». [ndt]

[9] Allusion au courant des « 53 » qui sont la dite « opposition » actuelle à l'intérieur de SYRIZA. [ndt]

[10] Kiriakos Mitsotakis est le président de la Nouvelle Démocratie. Il est issu d'une famille politique connue qui a toujours défendu les politiques d'austérité, famille liée au scandale de Siemens et qui joue un rôle important sur la scène politique du pays depuis 1946. Mitsotakis est en tête des sondages : début juin 2016, les intentions de vote étaient les suivantes : Nouvelle Démocratie : 21,3%, Syriza : 15%, Aube dorée : 6,8%, KKE : 5,4%. [ndt]

P.-S.

Article publié dans le bimensuel Ergatiki Aristera de DEA, en date du 12 octobre 2016 (DEA et le Réseau rouge sont membres de l'Unité Populaire).

Traduction de Sotiris Siamandouras

Publié par « A l'Encontre »

<http://alencontre.org/europe/grece/grece-syriza-le-congres-de-la-social-democratisation.html>